

Montreuil, le 5 mai 2026

Ehpad rebaptisés « Maisons France Autonomie » : changer les mots ne soigne pas les maux

La Fédération CGT des Services Publics dénonce avec force l'annonce du gouvernement visant à rebaptiser les Ehpad en « Maisons France Autonomie ».

Derrière ce changement de nom, se cache une nouvelle opération de communication destinée à masquer l'ampleur de la crise que traverse le secteur du grand âge.

Car la réalité, elle, est connue de toutes et tous : les Ehpad sont aujourd'hui en grande souffrance. Les personnels, épuisés, travaillent dans des conditions indignes, faute d'effectifs suffisants. Les résident-es, quant à eux-elles, subissent directement les conséquences de ce manque criant de moyens humains et matériels. Manque de soignant-es, manque de temps, manque d'équipements : voilà le quotidien de ces établissements.

Dans ce contexte, comment comprendre que la priorité du gouvernement soit de changer une appellation plutôt que de répondre à l'urgence sociale et sanitaire ? Comment accepter que l'on investisse du temps et de l'énergie dans une opération de *rebranding*, alors que les professionnel·les réclament depuis des années des embauches massives, des revalorisations salariales et des moyens à la hauteur des besoins ?

La CGT refuse cette politique de façade. Renommer les Ehpad ne redonnera ni dignité aux conditions de travail des agent-es, ni qualité d'accompagnement aux personnes âgées.

Ce dont le secteur a besoin, ce sont des actes forts :

- Un plan massif de recrutements statutaires,
- Des formations renforcées,
- Des salaires revalorisés,
- Des moyens matériels adaptés,
- Une véritable politique publique du grand âge, fondée sur le service public et non sur la logique de rentabilité.

Nous rappelons que le scandale des dérives observées dans certains groupes privés n'est pas une anomalie isolée, mais bien le symptôme d'un système à bout de souffle, fragilisé par des années de sous-financement et de politiques d'austérité.

La Fédération CGT des Services Publics exige donc du gouvernement qu'il mette fin aux effets d'annonce et qu'il ouvre immédiatement de véritables négociations avec les organisations syndicales afin de répondre aux besoins du secteur.

Changer les mots ne suffit pas.

Ce sont des moyens, du personnel et une volonté politique forte qu'attendent les agent-es comme les usager·ères.